ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 18 décembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat, pendant qu'ils accomplissent des prestations militaires en temps de paix", a donné le 10 janvier 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18e december 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die in vredestijd militaire prestaties verrichten", heeft de 10e januari 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet fixe la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat, pendant qu'ils accomplissent des prestations militaires en temps de paix; il remplace l'arrêté royal du 18 mars 1953 qui réglait cette question.

Il tient compte des nouvelles dispositions qui seront insérées dans le statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937 par un projet actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat (L. 8594), ainsi que de la nouvelle terminologie qui y est employée.

Le projet ne peut, dès lors, entrer en vigueur avant l'arrêté modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

\+

\+ \+

Le préambule du projet comprend le considérant suivant :

"Considérant qu'il s'indique d'adapter à l'évolution qu'a subie la législation militaire, la réglementation applicable à certains agents des administrations de l'Etat qui acoomplissent des prestations militaires en temps de paix;".

Si le Gouvernement estime devoir maintenir un "considérant" qui explique les raisons qui l'incitent à remplacer l'arrêté royal du 18 mars 1953, il devrait faire état de l'évolution qu'a subie non seulement la législation militaire, mais également la réglementation relative au statut des agents de l'Etat.

.../...

Le "considérant" pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Considérant qu'il s'indique d'adapter à l'évolution qu'ont subie la législation militaire et la réglementation relative au statut des agents de l'Etat, le régime applicable à certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent des prestations militaires en temps de paix;".

\+

\+ \+

Article 1er.

Suivant cet article, le projet est applicable notamment :

"4° aux stagiaires soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937, sans préjudice toutefois des règles concernant la suspension du stage qui sont ou pourraient être prises à l'égard des stagiaires du niveau 1".

L'article 27 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, tel que le modifie un projet actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat (L. 8594), dispose :

" Les stagiaires n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat au sens du présent arrêté.

Ils ne sont soumis aux dispositions de cet arrêté et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété, que dans la mesure où elles leur sont rendues expressément applicables".

.../...

En prévoyant que le projet est applicable "aux stagiaires soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937", l'article 1er emploie une expression qui n'est pas adéquate. Il y aurait lieu de la remplacer par les mots "aux stagiaires, candidats agents de l'Etat".

\+ +

L'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat, modifié par un projet actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat (L. 8599), prévoit en son article 15 que,"sous aucun prétexte" les stagiaires ne peuvent interrompre leur période de formation".

L'interruption du stage n'étant pas possible, même pour effectuer des prestations militaires, on peut se demander si le présent projet doit leur être appliqué.

Cependant l'arrêté royal du 6 août 1962 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie et pour l'organisation de leur stage, avait permis la suspension du stage pour quelque cause que ce soit du 1er janvier 1962 au 31 décembre 1963. Suivant les renseignements donnés par le délégué du Gouvernement, de nouvelles dispositions seraient prises afin que le stage puisse être suspendu après le 31 décembre 1963, durant un temps limité.

Le projet ne peut utilement être déclaré applicable aux stagiaires du premier niveau que si ces intentions se réalisent.

\+

\+ +

.../...

Articles 2 et 3.

L'article 2, alinéa 2, et l'article 3, alinéa 2, disposent tous deux :

"Ce congé est assimilé à une période d'activité de service".

Suivant l'article 99 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, tel qu'il est modifié par un projet actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat (L.8594), "pour la détermination de sa position administrative, l'agent de l'Etat est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant soit de plein droit, soit sur décision de l'autorité compétente, dans une autre position administrative".

Le congé est donc nécessairement une période d'activité, sauf si un texte formel en dispose autrement. Il est, dès lors, inexact de déclarer que "ce congé est assimilé à une période d'activité de service".

Quoique ce ne soit pas nécessaire, étant donné l'article 99 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 cité ci-dessus, le second alinéa des articles 2 et 3 pourrait rappeler que le congé est une période d'activité de service.

+

\+ +

.../...

L'intitulé du chapitre III serait rédigé d'une manière plus claire si la formule suivante était adoptée :

"Chapitre III. - Dispositions applicables aux agents dont il est question à l'article 1er, 1°".

\+

\+ \+

Article 5.

Suivant cet article, l'agent de l'Etat conserve pendant les périodes de non-activité en raison de ses prestations militaires, ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

L'article 7 contient une disposition similaire pour les agents auxquels il s'applique.

L'arrêté royal du 22 février 1963 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères dispose en son article 15 que sont admissibles dans le calcul du traitement, les services effectués comme militaire de carrière; il définit en son article 16, 4°, la notion de militaire de carrière. Les services prestés comme milicien n'y sont pas compris alors que le projet permet, par ses articles 5 et 7, d'en tenir compte.

A l'occasion d'une modification que le Gouvernement compterait apporter au statut pécuniaire, il y aurait lieu de mettre son article 16 en concordance avec le présent projet.

\+ \+

.../...

L'article 5 gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Article 5.-

Pendant les périodes de non activité dont il est question à l'article 4, l'agent de l'Etat conserve ses titres à la promotion et ses droits à l'avancement de traitement".

+

\+ +

L'intitulé du chapitre IV pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Chapitre IV. - Dispositions applicables aux agents dont il est question à l'article 1er, 2°, 3° et 4°".

+

\+ +

Article 7.

Cette disposition serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Article 7.-

Les périodes de suspension de service ne sont pas rémunérées. Pendant ces périodes l'agent conserve néanmoins ses droits à l'avancement de traitement".

+

\+ +

.../...

Article 8.

L'article 8 du projet dispose :

"Sans préjudice de l'article 6, 3°, l'agent est réputé démissionnaire le premier jour où, à un titre quelconque, il accomplit, dans les forces armées, des prestations volontaires".

Une telle disposition n'est pas complète. Il peut se faire que des agents, officiers de réserve, effectuent des prestations volontaires en vue de leur entraînement; ces prestations prévues par l'article 62, § 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve sont de courte durée; durant ces services, l'agent est, en vertu de l'article 2 du projet, en congé.

Il y aurait , dès lors, lieu de rédiger l'article 8 du projet de la manière suivante :

"Article 8.-

L'agent est réputé démissionnaire, le premier jour où, à un titre quelconque, il accomplit, dans les forces armées, des prestations volontaires autres que celles qui sont prévues aux articles 2 et 6, 3°".

\+

\+ \+

Article 10.

Les mots "visés par le présent arrêté" peuvent être omis.

\+

\+ \+

.../...

Article 11.

L'arrêté royal du 18 mars 1953 que le projet abroge disposait en son article 8 :

" L'arrêté royal du 9 juillet 1923 cesse d'être applicable aux agents soumis soit à l'arrêté royal du 2 octobre 1937, soit à l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, soit à l'arrêté du Régent du 10 avril 1948.

Toutefois, l'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923, modifié par l'arrêté royal du 18 juin 1924, est applicable à ces agents, s'ils effectuent un rappel sous les armes en temps de paix en qualité d'officier de réserve ou de sous-officier candidat officier de réserve".

Dans son avis du 4 décembre 1962 sur un projet d'arrêté royal ayant le même objet que le projet actuel, le Conseil d'Etat a fait observer qu'il n'y avait plus lieu de prévoir l'application de l'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923 (L. 8184). Il en est de même en ce qui concerne le projet actuel, qui prévoit en son article 3 que les agents sont en congé pendant la période au cours de laquelle ils accomplissent des rappels ordinaires ou des rappels d'urgence; d'autre part, la loi du 26 mars 1937 a réglé la situation pécuniaire des officiers de réserve effectuant des prestations militaires tant pour leur instruction que pour leur avancement.

Comme le Conseil d'Etat l'avait suggéré dans son précédent avis (L. 8184), il serait utile de prévoir que l'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923 n'est plus applicable aux agents bénéficiaires du présent projet.

.../...

L'article 11 du projet pourrait être complété par la disposition suivante :

"L'article 7 de l'arrêté royal du 9 juillet 1923 fixant la situation pécuniaire, au titre civil, des agents de l'Etat appelés au service militaire, en qualité de milicien, rappelés sous les armes en la même qualité ou en qualité d'officier de réserve, modifié par l'arrêté royal du 18 juin 1924, cesse d'être applicable aux agents soumis au présent arrêté".

Het ontwerp bepaalt de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die in vredestijd militaire prestaties verrichten ; het vervangt het koninklijk besluit van 18 maart 1953, dat die zaak regelde .

Het houdt rekening met de nieuwe bepalingen die in het statuut van het Rijkspersoneel van 2 oktober 1937 zullen worden ingevoegd door een ontwerp dat thans voor advies aan de Raad van State is voorgelegd (L.8594), en ook met de daar gebruikte nieuwe terminologie.

Het ontwerp-besluit kan derhalve niet vóór het besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 in werking treden.

\+

\+ +

De aanhef bevat de volgende considerans :

"Overwegende dat de reglementering, toepasselijk op sommige ambtenaren van de Rijksbesturen die in vredestijd militaire prestaties verrichten, moet worden aangepast aan de evolutie welke de militaire wetgeving heeft ondergaan;".

Acht de Regering het nodig een "considerans" te behouden om uit te leggen waarom zij het koninklijk besluit van 18 maart 1953 wil vervangen, dan zou zij daarin moeten letten op de evolutie niet alleen in de militaire wetgeving, maar ook in de reglementering betreffende het statuut van het Rijkspersoneel.

.../...

De considerans zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Overwegende dat de regeling die van toepassing is op sommige ambtenaren van de Rijksbesturen die in vredestijd militaire prestaties verrichten, dient te worden aangepast aan de evolutie van de militaire wetgeving en van de reglementering betreffende het statuut van het Rijkspersoneel;".

\+

\+ \+

Artikel 1.

Volgens dit artikel vindt het ontwerp onder meer toepassing :

"4° op de stagiairs die onder het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vallen, onverminderd echter de regelen betreffende de schorsing van de stage die ten aanzien van de stagiairs van het niveau 1 worden of mochten worden bepaald".

Artikel 27 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, zoals een ontwerp dat thans voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, het wijzigt (L.8594), bepaalt :

" De stagiairs zijn geen Rijksambtenaren naar de zin van dit besluit.

Zij vallen slechts onder de bepalingen van dit besluit en van de besluiten die het gewijzigd of aangevuld hebben in zover zij uitdrukkelijk op hen van toepassing zijn".

.../...

Waar artikel 1 bepaalt dat het ontwerp van toepassing is "op de stagiairs die onder het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vallen", gebruikt het een ondienstige wending. Men vervange ze door de woorden "op de stagiairs,kandidaat-rijksambtenaren".

\+ +

Het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de stage van de kandidaten voor het niveau 1 van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij een ontwerp dat thans voor advies aan de Raad van State is voorgelegd (L.8599), bepaalt in artikel 15 : "Onder geen voorwendsel mogen stagiairs hun opleidingsperiode onderbreken".

Aangezien de stage niet kan worden onderbroken, zelfs niet om militaire prestaties te verrichten, kan men zich afvragen of het ontwerp op de stagiairs toepassing moet vinden.

Krachtens het koninklijk besluit van 6 augustus 1962 houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de aanwerving van Rijksambtenaren van de eerste categorie en voor de inrichting van hun proeftijd, kon de stage van 1 januari 1962 tot 31 december 1963 om enige reden worden geschorst. Volgens inlichtingen die door de gemachtigde ambtenaar zijn verstrekt, zouden nieuwe bepalingen worden vastgesteld opdat de stage, voor een beperkte tijd, zou kunnen worden geschorst na 31 december 1963.

Alleen wanneer dit werkelijkheid wordt, heeft het zin het ontwerp toepasselijk te verklaren op de stagiairs van niveau 1.

\+

\+ +

.../...

Artikelen 2 en 3.

Artikel 2, tweede lid, en artikel 3, tweede lid, bepalen beide :

"Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit".

Volgens artikel 99 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, zoals het wordt gewijzigd door een ontwerp dat thans voor advies aan de Raad van State is voorgelegd (L.8594), wordt de Rijksambtenaar "voor de vaststelling van zijn administratieve stand altijd geacht in actieve dienst te zijn behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem hetzij van rechtswege, hetzij bij beslissing van de bevoegde overheid in een andere administratieve stand plaatst".

Verlof is dus noodzakelijk een periode van actieve dienst, tenzij een uitdrukkelijke tekst anders beschikt. Het is dus niet juist te zeggen dat "dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit".

Al is het, gelet op het hiervoren aangehaalde artikel 99 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, niet nodig, toch zou het tweede lid van de artikelen 2 en 3 in herinnering kunnen brengen dat het verlof een periode van actieve dienst is.

+

\+ +

.../...

Het opschrift van hoofdstuk III kan duidelijker als volgt worden geformuleerd :

"Hoofdstuk III.- Bepalingen van toepassing op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, 1°".

\+

\+ +

Artikel 5.

Volgens dit artikel behoudt de Rijksambtenaar gedurende de periodes van non-activiteit wegens zijn militaire prestaties, "zijn rechten op bevordering tot een hogere graad en wedde".

Artikel 7 bevat een soortgelijke bepaling voor de ambtenaren waarop het toepassing vindt.

Artikel 15 van het koninklijk besluit van 22 februari 1963 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries bepaalt, dat de als beroepsmilitair verrichte diensten voor de berekening van de wedde in aanmerking komen ; artikel 16, 4°, van dat besluit zegt wie als beroepsmilitairen worden beschouwd. De diensten verricht als dienstplichtige zijn in dat artikel niet vermeld, terwijl krachtens de artikelen 5 en 7 van het ontwerp daarmede wel rekening kan worden gehouden.

Mocht de Regering de bezoldigingsregeling willen wijzigen, dan zou artikel 16 daarvan met het onderhavige ontwerp in overeenstemming moeten worden gebracht.

\+ +

.../...

Artikel 5 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.-

Gedurende de periodes van non-activiteit, bedoeld in artikel 4, behoudt de Rijksambtenaar zijn aanspraak op bevordering en zijn rechten op bevordering tot een hogere wedde".

\+

\+ +

Het opschrift van hoofdstuk IV zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Hoofdstuk IV.- Bepalingen van toepassing op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, 2°, 3° en 4°".

\+

\+ +

Artikel 7.

Deze bepaling kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 7.-

Periodes van dienstschorsing worden niet bezoldigd. Gedurende die periodes behoudt de ambtenaar niettemin zijn rechten op bevordering tot een hogere wedde".

\+

\+ +

.../...

Artikel 8.

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt :

"Onverminderd artikel 6, 3°, wordt de ambtenaar geacht ontslag te nemen de eerste dag waarop hij, in enige hoedanigheid, vrijwillige prestaties bij de krijgsmacht verricht".

Zulk een bepaling is niet volledig. Het kan voorkomen dat ambtenaren, reserveofficieren, vrijwillige prestaties verrichten met het oog op hun training : die prestaties, bepaald in artikel 62, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, zijn van korte duur ; gedurende die prestaties is de ambtenaar, krachtens artikel 2 van het ontwerp, met verlof.

Artikel 8 van het ontwerp zou dan ook als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 8.-

De ambtenaar wordt geacht ontslag te nemen de eerste dag dat hij, in enige hoedanigheid, bij de krijgsmacht andere vrijwillige prestaties verricht dan die welke bedoeld zijn in de artikelen 2 en 6, 3°".

+

+ +

Artikel 10.

De woorden "in dit besluit bedoelde" kunnen vervallen.

+

+ +

.../...

Artikel 11.

Het koninklijk besluit van 18 maart 1955 dat door het ontwerp wordt opgeheven, bepaalde in artikel 8 :

"Het koninklijk besluit van 9 juli 1923 is niet langer van toepassing op het personeel waarvoor gelden hetzij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, hetzij het besluit van de Regent van 30 april 1947, hetzij het besluit van de Regent van 10 april 1948.

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1924, is toch op dat personeel van toepassing, wanneer het als reserveofficier of als onderofficier kandidaat-reserveofficier gevolg geeft aan een wederoproeping onder de wapens in vredestijd".

In zijn advies van 4 december 1962 over een ontwerp-koninklijk besluit met hetzelfde onderwerp als het onderhavige, heeft de Raad van State opgemerkt dat er geen grond meer was om te voorzien in de toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923 (L.8184). Hetzelfde geldt voor het onderhavige ontwerp, hetwelk in artikel 3 bepaalt dat de ambtenaren met verlof zijn gedurende de periode waarin zij gewone of spoedwederoproepingen volbrengen ; anderzijds heeft de wet van 26 maart 1937 de bezoldigingsregeling vastgesteld voor de reserveofficieren die militaire prestaties verrichten zowel voor hun opleiding als voor hun bevordering.

.../...

Zoals de Raad van State in zijn vorig advies (L.8184) in overweging heeft gegeven, ware het nuttig te bepalen dat artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923 geen toepassing meer vindt op de ambtenaren die het voordeel van het onderhavige ontwerp-besluit genieten.

Artikel 11 van het ontwerp zou met de volgende bepaling kunnen worden aangevuld :

"Artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 juli 1923 houdende vaststelling van de geldelijke toestand, ten burgerlijken titel, der Staatsagenten als miliciens tot de krijgsdienst opgeroepen, of in dezelfde hoedanigheid of in die van reserveofficier onder de wapens teruggeroepen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juni 1924, houdt op van toepassing te zijn op de onder dit besluit vallende ambtenaren".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

J.ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) J.SUETENS.